DOCUMENT RESUME

ED 120 023 SE 020 607

TITLE Council of Europe News-Letter 4/75.
INSTITUTION Council of Europe, Strasbourg (France). Documentation Center for Education in Europe.
PUB DATE 75
NOTE 30p.

EDRS PRICE MF-$0.83 HC-$2.06 Plus Postage
DESCRIPTORS *Comparative Education; *Educational Change; Elementary Secondary Education; Government Role; *Higher Education; *International Education; *Newsletters
IDENTIFIERS *Council of Europe; Europe

ABSTRACT

This newsletter presents excerpts from articles appearing in European journals; some articles are printed in French, although the majority appear in English. The first part of the newsletter, devoted to issues of common concern to European nations, includes a proposal for cooperation in educational matters (in French) and discussion of a proposal to establish a European High Education Foundation. In the second part of the newsletter, reports of educational developments in 16 nation members of the Council of Europe are presented. Topics discussed in English include liberalization of selection for upper secondary education in Denmark and the United Kingdom, and changes in higher education examination programs in the Netherlands and Scandinavia. Issues related to faculty training and remuneration in Italy, Sweden, and the United Kingdom are discussed, as are other developments related to colleges in West Germany, Ireland, and Norway. Topics of other articles include educational reform in Finland, curricular implications of sex equality (Sweden), and vocational education in Turkey and the United Kingdom. (SD)

****
* Documents acquired by ERIC include many informal unpublished *
* materials not available from other sources. ERIC makes every effort *
* to obtain the best copy available. Nevertheless, items of marginal *
* reproducibility are often encountered and this affects the quality *
* of the microfiche and hardcopy reproductions ERIC makes available *
* via the ERIC Document Reproduction Service (EDRS). EDRS is not *
* responsible for the quality of the original document. Reproductions *
* supplied by EDRS are the best that can be made from the original. *
****

NEWS-LETTER
FAITS NOUVEAUX

U S DEPARTMENT OF HEALTH
EDUCATION & WELFARE
NATIONAL INSTITUTE OF
EDUCATION

THIS DOCUMENT HAS BEEN REPRODUCED EXACTLY AS RECEIVED FROM THE PERSON OR ORGANIZATION ORIGINATING IT. POINTS OF VIEW OR OPINIONS STATED DO NOT NECESSARILY REPRESENT OFFICIAL NATIONAL INSTITUTE OF EDUCATION POSITION OR POLICY

ED120023

4/75

Council of Europe / Conseil de l'Europe

Documentation Centre for Education in Europe
Centre de Documentation pour l'Education en Europe

SE020 607

2

No. 4/1975 16/X - 31/XII/1975

CONTENTS / SOMMAIRE

Page

PART ONE : GENERAL / PREMIERE PARTIE : GENERALITES

Communautés Européennes : Programme d'action en matière d'éducation 3

A European Higher Education Foundation ? 6

PART TWO : MEMBER COUNTRIES / DEUXIEME PARTIE : PAYS MEMBRES

Belgique : Les universités face à l'austérité pour tous 7

Denmark : Liberalization of access to upper secondary education 8

Finland : New government expected to speed up comprehensive reform 9

France : Nouvelles tendances dans la formation des enseignants/Projet de réforme du second cycle universitaire/L'enseignement des langues et cultures régionales 10

Federal Republic of Germany : The Higher Education Frame Bill enacted by compromise/Pilot projects - An instrument of education policy/A new mechanism for educational advice 12

Ireland : Open college plan floated 16

Italy : Growth of paid study leave 16

Luxembourg : Relance de la coopération universitaire avec la France 17

Netherlands : Units/credits and general higher education courses proposed 18

Norway : Regional colleges become permanent 18

Portugal : Les priorités de la politique éducative 19

Scandinavia : Mutual recognition of higher education examinations 20

Suisse : Recommandations sur la formation des maîtres de demain 21

Sweden : Implications of sex equality for the curriculum/In-service training for university staff 23

Turkey : Increased emphasis on vocational training 24

United Kingdom : Selective secondary education to end/Teachers out of work/ Low recruitment to technical courses threatens industry/Curriculum analysis/ Disruptive pupils 25

Editor : The Director of Education and of Cultural and Scientific Affairs
Éditeur : Le Directeur de l'Enseignement et des Affaires Culturelles et Scientifiques

Strasbourg

COMMUNAUTES EUROPEENNES : PROGRAMME D'ACTION EN MATIERE D'EDUCATION

Les Ministres de l'Education des Communautés Européennes se sont réunis à Bruxelles le 10 décembre 1975 sous la présidence de M. F.M. MALFATTI, Ministre de l'Instruction Publique de la République italienne. Lors de cette 373ème session du Conseil - Education- les Ministres ont adopté le programme d'action que nous publions ci-après. La coordination et la mise en oeuvre de ce programme incombent au Comité de l'éducation, composé de représentants des Etats membres et de la Commission. Le Comité prépare de même les délibérations des Ministres, y compris celles qui concernent les développements futurs dans le domaine de l'éducation. Les Ministres se réuniront périodiquement au sein du Conseil afin de suivre l'exécution du programme d'action, de fixer les orientations futures et de confronter leurs politiques.

Meilleures possibilités de formation culturelle et professionnelle des ressortissants des autres Etats membres des Communautés et des pays non membres, ainsi que de leurs enfants

1. Le Conseil et les Ministres de l'Education, réunis au sein du Conseil, ayant pris connaissance des orientations présentées par la Commission au Conseil le 19 décembre 1974 dans le cadre du programme d'action sociale, soulignent la dimension éducative d'un tel programme.

Les Ministres expriment dès à présent la volonté des Etats membres de poursuivre et de développer en faveur des ressortissants des autres Etats membres des Communautés et des pays non membres ainsi que de leurs enfants, des actions appropriées visant à améliorer l'accueil de ces enfants et à permettre leur adaptation au système scolaire et à la vie sociale du pays d'accueil. A cet effet, ils conviennent de promouvoir notamment les actions suivantes :

- organiser et développer un enseignement d'accueil incluant un apprentissage accéléré de la langue ou des langues du pays d'accueil ;
- faciliter dans la mesure nécessaire à ces enfants, si possible dans le cadre de l'école et en liaison avec le pays d'origine, un enseignement de leur langue maternelle et de leur culture ;
- développer l'information des familles sur les possibilités de formation et d'enseignement qui s'offrent à elles.

2. Seront mis en oeuvre au niveau communautaire :

- un échange d'informations et d'expériences sur l'organisation des enseignements appropriés, concrétisés par un nombre limité d'actions pilotes permettant l'évaluation et la comparaison de ces enseignements, ainsi qu'une coopération en matière de formation d'enseignants appelés à exercer des responsabilités dans ce domaine ;
- des études et des travaux de recherches pédagogiques dans les domaines suivants :
  - . étude de méthodes adaptées d'enseignement des langues
  - . étude de la place et de l'importance de la culture et de la langue d'origine dans les programmes scolaires
  - . étude des conditions ainsi que des dispositions existantes pour l'accès à l'éducation à tous les niveaux, et des besoins particuliers d'orientation scolaire
  - . étude des dispositions actuelles et envisagées pour les programmes éducatifs et d'enseignement des langues de la radio et de la télévision
  - . étude pour déterminer s'il existe un besoin de créer des écoles dans lesquelles l'enseignement est dispensé par l'intermédiaire de plus d'une langue.

Amélioration de la correspondance entre les systèmes éducatifs en Europe

3. Il est nécessaire d'améliorer la connaissance mutuelle des différents systèmes d'enseignements dans la Communauté et d'assurer la confrontation permanente des politiques, des expériences et des idées entre les Etats membres.

4. A cette fin seront organisées :

- au niveau communautaire, une confrontation régulière entre responsables des politiques de l'éducation ;
- par les Etats membres, des visites d'étude dans les autres Etats membres pour administrateurs scolaires et de l'enseignement supérieur au niveau local, régional et national.

5. Pour donner une dimension européenne à l'expérience des enseignants et des élèves des écoles primaires et secondaires dans la Communauté, seront encouragés et organisés par les Etats membres :

- des visites d'étude et des échanges de courte durée pour les enseignants, un effort particulier étant fait pour les professeurs de langues en cours de formation ;
- le développement des services nationaux d'information et de consultation nécessaires pour encourager les échanges et la mobilité des élèves et des enseignants à l'intérieur de la Communauté ;
- des contacts entre les autorités des établissements qui ont parmi leurs tâches la formation des enseignants ;
- des activités scolaires à contenu européen.

La coopération au niveau communautaire dans ces domaines se développera compte tenu des activités et des expériences des Etats membres.

6. Seront étudiés au niveau communautaire :

- l'élargissement de la pratique de la reconnaissance des périodes scolaires à l'étranger ;
- la possibilité pour les enseignants de poursuivre une partie de leur carrière dans un pays de la Communauté autre que le leur ;
- la création d'établissements de type européen ou international à programmes spécifiques et utilisant plusieurs langues d'enseignement.

7. Afin de faciliter aux élèves des pays membres appelés à se déplacer à l'intérieur de la Communauté le passage d'un système éducatif à l'autre, la conception et les modalités d'un livret scolaire de modèle identique seront étudiées au niveau communautaire en vue d'une décision à prendre dans les meilleurs délais.

Rassemblement de documentation et statistiques actuelles dans le domaine de l'éducation

8. Il est nécessaire d'intensifier et de mieux diriger la circulation de l'information entre les responsables ainsi que les usagers de l'éducation à tous les niveaux.

9. A cette fin, un réseau d'échange des informations sera constitué par la désignation dans chaque Etat membre d'un service national d'information sur l'éducation dans les Communautés. L'organisation de travaux au niveau communautaire sera étudié une fois que les mesures nationales appropriées auront été prises.

10. Pour la collecte d'informations, les Etats membres expérimenteront les normes mises au point dans le cadre du projet EUDISED.

11. Pour permettre à la Communauté d'apporter son aide spécifique à une connaissance réciproque accrue des systèmes d'enseignement, il sera étudié au niveau communautaire de quelle manière les informations existantes peuvent être le mieux portées à la connaissance des citoyens de la Communauté. Des guides d'information à l'intention des étudiants seront établis.

12. Le Conseil et les Ministres de l'Education, réunis au sein du Conseil, expriment la volonté de soutenir les efforts entrepris par l'Office statistique des Communautés européennes pour développer, dans le cadre d'un programme permanent, des données relatives à la coopération dans le domaine de l'éducation.

Coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur

Il est nécessaire de promouvoir la coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur.

13. Tout en respectant l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur, les actions suivantes seront entreprises au niveau communautaire afin d'intensifier les contacts entre eux :

- l'encouragement du développement de liens avec et entre les organisations représentant les établissements d'enseignement supérieur ;

- l'encouragement de brefs séjours d'étude à des fins spécifiques pour le personnel enseignant, administratif et les chercheurs ;

- l'encouragement du développement de programmes communs d'études ou de recherches entre établissements de plusieurs Etats membres.

14. Pour stimuler la libre circulation et la mobilité des enseignants, des étudiants et des chercheurs, les actions suivantes seront entreprises au niveau communautaire :

- l'organisation d'un débat avec des responsables de l'enseignement supérieur sur la mise au point d'une attitude commune en vue de l'admission d'étudiants d'autres Etats membres dans l'enseignement supérieur;

- l'élaboration d'un rapport pour déterminer si et dans quelle mesure les systèmes nationaux de bourses pour étudiants, post-gradués, chercheurs et enseignants doivent être complétés pour développer la mobilité dans la Communauté et, le cas échéant, la présentation de propositions appropriées ;

- l'élaboration de propositions en vue de l'élimination des obstacles à la mobilité des étudiants ainsi que des enseignants et des chercheurs au niveau universitaire.

15. A cette même fin, les Etats membres inviteront les autorités compétentes à prendre en considération, lors du calcul des années d'ancienneté, les périodes d'activité dans l'enseignement ou la recherche effectuées dans d'autres Etats membres, et à examiner les voies et moyens de permettre le cumul, aux fins du calcul des droits à la pension, des périodes d'activité dans l'enseignement ou la recherche effectuées dans d'autres Etats membres.

16. Pour améliorer les possibilités de reconnaissance académique des diplômes et des périodes et prestations d'études, les actions suivantes seront entreprises au niveau communautaire :

- l'élaboration d'un rapport analysant la situation actuelle en matière de reconnaissance académique des diplômes et contenant des propositions pour améliorer cette situation et, le cas échéant, pour aboutir à un réseau d'accords ;

- l'organisation de consultations entre les responsables politiques et la coopération entre les établissements pour la reconnaissance des périodes d'études.

Enseignement des langues étrangères

17. Afin de permettre au plus grand nombre possible d'élèves d'apprendre les langues de la Communauté, les objectifs suivants seront promus :

- offrir à tous les élèves la possibilité d'étudier au moins une autre langue de la Communauté ;

- le principe que tout futur professeur de langue accomplisse un séjour dans un pays ou une région parlant la langue qu'il enseignera ;

- la promotion (par exemple par le moyen de la radio et de la télévision) de l'enseignement des langues en dehors du système scolaire traditionnel, et particulièrement à des fins de formation professionnelle des adultes.

18. Comme premières mesures, les actions suivantes seront entreprises au niveau communautaire :

- organiser une confrontation entre les responsables en matière d'organisation et d'enseignement des langues et entre les chercheurs spécialisés dans ce domaine ;

- examiner au niveau communautaire les résultats des recherches en matière de méthodologie de l'enseignement des langues et en particulier les travaux menés au sein du CCC du Conseil de l'Europe.

19. En même temps, les Etats membres

- organiseront des séjours prolongés et réguliers de professeurs à l'étranger et encourageront les échanges d'assistants ;

- encourageront les échanges d'élèves ou de groupes d'élèves.

Réalisation d'une égalité des chances en vue du plein succès à toutes les formes d'enseignement

20. La réalisation de l'égalité des chances en vue du plein accès à toutes les formes d'enseignement est un but essentiel des politiques de l'éducation de tous les Etats membres et son importance doit être soulignée, en liaison avec les autres politiques d'ordre économique et social, pour atteindre l'égalité des chances dans la société.

21. Outre les actions des Etats membres, il sera organisé au niveau communautaire un échange de vues et d'expériences sur les conceptions et les tendances afin de définir les domaines spécifiques qui pourraient faire l'objet d'actions en commun. Cet échange de vues se concentrera au stade initial sur les questions suivantes :

a) l'organisation de l'éducation préscolaire et de sa liaison avec l'enseignement primaire, ainsi que l'organisation de celui-ci, en vue de donner à tous les enfants la possibilité de profiter de l'accès à l'enseignement secondaire et ce en tenant compte spécialement des intérêts des groupes les moins favorisés ;

b) l'organisation de l'enseignement secondaire obligatoire de telle façon que tous les enfants y trouvent la possibilité d'atteindre leur plein épanouissement ; l'adoption des mesures nécessaires pour les aider à y réussir compte tenu de leurs aspirations et capacités personnelles ainsi que de leurs chances professionnelles.

22. Sans préjudice des actions des Etats membres, seront considérés en priorité au niveau communautaire :

a) les mesures à prendre dans le domaine éducatif en vue de préparer les jeunes à la vie du travail, de faciliter leur passage de l'étude à la vie active, d'améliorer leurs chances de trouver un emploi et de réduire ainsi le risque de chômage ;

b) l'offre, dans le cadre de la formation continue, d'enseignements complémentaires permettant aux jeunes travailleurs et aux jeunes chômeurs d'améliorer leurs chances de trouver un emploi.

A cette fin, le Comité de l'Education élaborera avant le 1er juillet 1976 un rapport à l'intention du Conseil et des Ministres de l'Education réunis au sein du Conseil qui mettra notamment l'accent sur les problèmes que posent les points a) et b) et les mesures qui, dans le cadre des systèmes d'éducation, pourraient aider à les résoudre.

37.014.25(4) 1491 f/75 (Presse 146) (ANNEXE) jd

A EUROPEAN HIGHER EDUCATION FOUNDATION ?

Proposals for a major European fund for higher education are at present being discreetly and informally floated by the French government. Sums of up to £ 25m are being mentioned by Mr. Jean-Pierre SOISSON, who was French secretary of state for universities up to mid January 1976, who seems to have put out feelers first to the Belgians, Dutch, Italians and West Germans. He has been emphasizing in talks with his Common Market counterparts that the money should come from a combination of government, EC, private enterprise and existing foundations sources.

It is pointed out in Brussels that the proposals are at the most embryonic of stages, but that they nevertheless seem to represent a firm commitment on the French side to mount a European education initiative.

Mr. Soisson has been arguing in private that real innovation in higher education at the European level can best proceed by means of an independent body dispensing funds on the lines of the major American foundation. He is suggesting that the fund, to be administered by a board composed of government, private sector and higher education interests, should have wide powers to aid approved projects. Particularly to be encouraged might be groups of institutions in the EC working together on a common programme leading to a common, mutually recognized degree. Business and management studies, all disciplines involving languages and environmental problems are three areas being most often canvassed as suitable candidates. Throughout, undergraduate work rather than graduate projects would be emphasized.

One aspect of the programme which might appeal especially to Britain is that, despite the potentially huge outlay involved, enough of this money might find its way back to universities to make it worthwhile. In the past, however, British interest has tended to concentrate on staff and student exchanges for specific projects. Observers feel this progmatic approach is likely to continue.

The French initiative comes as part of a concerted drive by the Elysée to demonstrate that France is serious about being a "good European", particularly with regard to the wide ranging Tindemans report on European union.

Mr. Soisson underlined the present limited nature of staff and student mobility when he spoke to a meeting of the Institute of Education of the European Cultural Foundation in early December. Fewer than 20 per cent of foreign students studying in France came from Common Market countries, he said ; there were only 282 academic staff in French institutions of higher education from other EC countries, and a mere 67 French academics were working in colleges in the rest of the Community.

Mr. Soisson announced that an agreement had just been reached with the Federal Republic of Germany whereby mutually recognized student identity cards would allow undergraduates from both countries to have full use of all facilities on the campuses of the other country. He emphasized that he was prepared, either bilaterally or multilaterally, to extend this scheme to other members states. It would, he said, be an invaluable aid to student mobility.

378.31 (4) The Times Higher Education Supplement, 12/XII/1975

PART TWO/DEUXIEME PARTIE

BELGIQUE : LES UNIVERSITES FACE A L'AUSTERITE POUR TOUS

Les universites sont en effervescence à la suite des mesures de restrictions financières proposées par le gouvernement et finalement adoptées par la Chambre mi-décembre et par le Sénat début janvier. En novembre et décembre, des grèves dans les universités et des manifestations d'étudiants dans les rues se succédaient. Cette agitation laissera des traces dans les établissements et l'amertume reste profonde.

Les dispositions d'austérité préconisées par le "loi - programme budgétaire" reprennent dans un chapitre spécial l'essentiel de l'ancien projet sur le financement et le contrôle des universités qui n'avait pas été adopté par le parlement l'été dernie (cf. News-letter/Faits Nouveaux 2/75). La crise économique, la stagnation de la population estudiant ne et le chômage des diplômés universitaires ont forcé le gouvernement à reprendre l'ancien projet et à imposer aux universités les mêmes règles d'austérité qu'aux autres groupes sociaux.

Le système de financement généreux adopté en 1971 a permis de créer ou développer 17 centres universitaires qui regroupent actuellement 79.000 étudiants dans un pays de moins de 10 millions d'habitants. "Le gouvernement de l'époque s'est laissé manoeuvrer par les groupes de pression et a manqué de courage", a dit récemment sans ambages M. HUMBLET, ministre francophone de l'éducation. "Ce n'est pas aux universités de payer la mégalomanie des responsables d'hier", ont rétorqué les universités.

Pour freiner l'accroissement continu des budgets universitaires, le gouvernement a inclu de sévères restrictions et un contrôle accru de la gestion universitaire dans la nouvelle loi. Le nombre d'enseignants étant lié, en ce qui concerne les subsides pour leur rémunération, au nombre d'étudiants, seuls seront désormais acceptés les enseignements comptant plus de vingt étudiants en candidature et plus de dix en licence et en doctorat. En ce qui concerne le personnel universitaire, il devra y avoir deux "enseignants" pour trois "scientifiques". Parmi ces derniers, 40 % seulement pourront être nommés à titre permanent. Le personnel en surnombre sera placé dans un "cadre d'extinction", tous les recrutements nouveaux étant bloqués jusqu'à ce que l'université en revienne aux normes fixées. Selon les syndicats et l'opposition ces mesures reviennent à "obliger les autorités académiques à élaborer et à exécuter un programme de licenciement". En plus, une telle politique constituerait pour les jeunes centres universitaires "pratiquement un arrêt de mort".

Le nombre d'étudiants étrangers sera réglementé sauf pour ceux en provenance des 28 pays en voie de développement, avec lesquels la Belgique a conclu des accords de coopération (alors que la liste des Nations Unies en retient 93). En ce qui concerne les étudiants en provenance des pays industrialisés (environ 3.000 dans le régime francophone et 1.100 dans le secteur néerlandophone, sur un total de 79.000 étudiants), l'inscription libre sera limitée à 2 % de la population estudiantine. Les étudiants qui viendraient en surplus pourraient s'inscrire dans une université à la condition de payer au moins 50 % des frais occasionnés (actuellement par étudiant et par an environ 100.000 FB dans les facultés de philosophie, lettres et droit et 300.000 FB pour les facultés de sciences et de médecine).

Les nostalgiques d'un "mai 1968 à la belge" ont suscité, à la fin des défilés quelques incidents sérieux et mobilisé les gendarmes, sans être suivis par la plupart des universitaires. L'extrême gauche a tenté, en vain, de créer un "front commun des travailleurs et des étudiants contre le gouvernement de droite".

Le gouvernement a bénéficié de la relative indifférence d'une bonne partie de l'opinion, soucieuse d'une meilleure gestion des universités et irritée par quelques incidents violents. Mais pour obtenir l'accord du parlement, le gouvernement a dû faire, mi-décembre, une déclaration solennelle à la chambre pour garantir qu'il n'y aurait aucun licenciement et que les droits acquis seraient respectés. D'autre part le gouvernement a maintenu le blocage des recrutements et a limité à deux ans l'application de la loi. D'ici là, une restructuration générale de l'enseignement supérieur serait préparée avec toutes les communautés universitaires. Ces discussions doivent commencer dès le début de cette année.

37.014.543 : 378 (493) Le Monde, 19/XII/75 ; Le Soir, Novembre, Décembre 1975 ; B.M.

DENMARK : LIBERALIZATION OF ACCESS TO UPPER SECONDARY EDUCATION

The Minister of Education, Mrs. Ritt BJERREGAARD (Social-Democratic Party), proposes in a new bill to liberalize access to the upper secondary school (gymnasium). After having completed nine years at the folkeskole, a pupil will be able to go on to the upper secondary stage irrespective of the level he has attained in the key subjects : mathematics, physics, English and German. There will be neither a folkeskole leaving examination nor an entrance examination to the gymnasium. All that will be required will be that the pupil shall have studied English and German during the seventh to ninth years of the folkeskole and, if he opts for a language line of study, that he shall have studied Latin during the ninth year. Pupils not having studied the required subjects will have the opportunity to do so during the first year of the upper secondary school, but such pupils will have to pass by the end of this first year the folkeskole examinations in these subjects, if they wish to pursue their studies.

The decision whether or not a pupil should continue his education at the upper secondary level will become a decision for the parents of the pupil concerned, or for the pupil himself if he has reached his majority. This implies an efficient counselling and guidance system throughout the folkeskole.

According to the bill, there will be no upper or lower age limit for admission to the gymnasium. Pupils will not necessarily have to apply for admission immediately on leaving the folkeskole. At present, it is the school principal who decides on matters of admission. In the bill it will be for the Minister to establish rules, the Minister also being responsible for the distribution of pupils between schools in both the public and private sectors.

Despite the proposed broadening of access, the bill does not suggest, that upper secondary standards should be modified, and no proposals are made as to how the schools should meet the problems raised by a more heterogeneous intake.

The bill can be seen as a follow-up to that adopted in summer 1975 concerning the reform of the folkeskole (cf. News-letter 2/75). In this context it should be noted that the realeksamen (lower secondary school leaving examination) will be alolished as from summer 1978, and it is anticipated that private lower secondary schools (realskole) will likewise disappear.

The new bill is not assured of an easy passage through parliament. Debate is likely to centre around the "more means worse" theme and the desirability of instituting an examination qualification.

373.574 (489) Weekendavisen, 17/X/75 ; 14/XI/1975 ; B.B.P.

FINLAND : NEW GOVERNMENT EXPECTED TO SPEED UP COMPREHENSIVE REFORM

With the change of governement in December, education is now the responsibility of Mr. P. VÄYRYNEN, Education Minister, and Mr. K. KIVISTO, Culture and Deputy Education Minister. Mr. Väyrynen, at 29 years of age, is the youngest member of the new 18-strong cabinet (Finland's 58th in as many years since independence). He is a specialist in welfare for underdeveloped areas and after having been a Finnish television reporter entered Parliament five years ago. Mr. Kivistö, aged 34, is a former assistant professor of political science at the University of Jyväskylä and chairman of the Socialist Student Association.

The two men in charge of education in the new five-party coalition are expected to try to speed up the pace of reform which has begun to slow down during the last year. The aim of the reform is to implement a national network of comprehensive schools, lower the starting age from seven to six and establish eventually a comprehensive 11-year education system covering the age-range 6 to 17 years and merging general and vocational education in the final grades. After that adolescents could specialize further in vocational education or prepare for admission to higher education.

The change-over from the parallel system of State-subsidized municipal primary schools and lower and academic secondary schools to the nine-year comprehensive school (peruskoulu) started in 1972 (see Newsletters 1/72 and 3/73). However, the switch has only been made in a few areas so far, although significantly they include Lapland, Mr. Väyrynen's constituency. Helsinki is to follow suit next year.

Whether the coalition will survive long enough to take any significant educational measures remains in doubt. In theory, with 150 of the 200 parliamentary seats, it is the strongest for many years. In practice its fate will depend on how far it can contribute to solving the immediate problems of unemployment and economic stagnation.

37.014.3 : 373.553 (480) The Times Educational Supplement, 12/XII/1975 ; W.F.B.

FRANCE : NOUVELLES TENDANCES DANS LA FORMATION DES ENSEIGNANTS

Dès l'adoption, fin juin, de son texte de loi relatif à l'éducation (cf. News-letter/Faits Nouveaux 2 et 3/75), M. HABY, ministre de l'éducation, avait annoncé la préparation de nouveaux projets de loi, notamment en ce qui concerne le statut et la formation des enseignants.

Jusqu'à présent, la formation des professeurs de l'enseignement secondaire résultait d'un équilibre entre les universitaires qui assuraient la formation théorique des étudiants dans des disciplines bien définies, et les inspecteurs généraux de l'instruction publique qui évaluaient le résultat de cette formation en contrôlant les concours de recrutement. Bien que donnant lieu à quelques frictions, cette collaboration reposait sur une conception commune, à savoir que la qualité d'un professeur de lycée dépendait de l'ampleur de sa formation théorique dans sa discipline. Ainsi, la formation des futurs professeurs n'était pas différente de celle que recevait tout étudiant faisant des études supérieures de lettres ou de sciences, sans se destiner à l'enseignement.

Peu à peu, cependant, il fut évident que la seule compétence dans la discipline ne suffisait pas à faire un bon professeur et que la compétence pédagogique comme la façon d'enseigner, les techniques de la classe, la psychologie des enfants, la compréhension du système scolaire dans son ensemble était également importante. Il fallait donc donner une formation professionnelle et pédagogique aux futurs enseignants de l'enseignement secondaire.

Les difficultés ont surgi lors de la définition du contenu de cette formation et par conséquent de l'autorité qui doit le dispenser. D'abord confiée à l'inspection générale, cette formation complémentaire allait bientôt intéresser les universités. Parallèlement, la recherche pédagogique expérimentale se développait et aboutissait à la création d'établissements expérimentaux. En présentant son point de vue sur la formation des enseignants, fin octobre, devant les inspecteurs généraux, M. Haby déclarait notamment : "Je souhaite la collaboration des universités, mais il n'est pas question de leur confier la responsabilité globale de cette formation ... Je n'envisage pas de voir les universités se substituer à la fonction qui est celle du ministère de l'Education, nous devons être les seuls à définir cette formation et à la contrôler".

Le ministre a, d'autre part, établi une distinction entre la formation scientifique des futurs enseignants et la préparation à leur métier. Pour la formation scientifique, il estime que c'est au ministère de l'Education de proposer des contrats aux universités. En effet, le "bagage" de l'enseignant du second degré dans sa discipline n'est pas forcément le même pour le ministre, que celui que les universitaires estiment devoir être atteint par l'étudiant titulaire d'une licence ou d'une maîtrise. Aussi, M. Haby se déclare-t-il prêt à abandonner la licence actuelle pour lui substituer, dans le cursus des élèves-professeurs recrutés par concours après le DEUG (diplôme d'études universitaires générales), une nouvelle "licence d'enseignement". Cette méthode a déjà reçu un début d'application. Le ministère de l'Education et le secrétariat d'Etat aux universités ont approuvé les projets de quelques universités.

Pour la préparation au métier qui doit être, dans l'esprit de M. Haby, totalement intégrée dans le temps à la formation des élèves-professeurs, "l'Université peut y participer, mais elle est fort inexpérimentée dans ce domaine". Le ministre veut que cette formation professionnelle soit organisée par l'administration de l'éducation et constitue un "ensemble solide et diversifié", auquel participent notamment l'administration académique, les établissements scolaires, l'inspection, les directeurs d'études des futurs centres de formation des maîtres et les centres pédagogiques régionaux actuels.

371.13 (44) Le Monde, 19-20/X/75 ; 15/XI/75 ; C.P.

FRANCE : PROJET DE REFORME DU SECOND CYCLE UNIVERSITAIRE

Le secrétariat d'Etat aux universités vient de mettre au point un nouveau projet de règlementation des études de deuxième cycle de droit, sciences économiques, lettres et sciences humaines, sciences exactes. Ce cycle fait suite au premier de deux ans menant au DEUG (diplôme d'études universitaires générales).

Le système prévu comporte deux étapes : l'année de licence correspondant aux éléments fondamentaux d'une discipline, d'un groupe de disciplines ou d'une formation professionnelle, sera suivie d'une année de maîtrise, plus spécialisée ou préparant plus directement à une profession. Contrairement à ce que M. SOISSON avait envisagé en 1974 (cf. News-letter/Faits Nouveaux 4/74), la licence restera donc un diplôme national. Elle représente en effet un point de repère pour les catégories de la fonction publique.

Aucune règlementation nationale par secteur n'est prévue. Pour être reconnues comme diplômes nationaux, les licences et les maîtrises devront seulement recevoir l'habilitation du secrétariat d'Etat, les universités restant libres de créer leurs propres diplômes sans demander l'habilitation. Celle-ci sera accordée sur avis de "groupes d'études techniques nationaux, correspondant à des secteurs d'activité économique" et composés en majorité d'universitaires et d'autre part, de représentants de ces activités, désignés par le secrétariat d'Etat. Cette formule est assez proche de celle des "commissions nationales" par branche existant déjà pour les instituts universitaires de technologie. Elle prolongerait également les "groupes d'études" créés en 1971 pour aider les universités à transformer leurs filières d'études. Ainsi espère-t-on donner une crédibilité aux diplômes auprès des employeurs éventuels et faire évoluer les formations dans le sens des "besoins nationaux et régionaux".

L'invitation faite aux universités d'inclure autant que possible des stages dans les études et même de prévoir des enseignements alternés va dans le même sens.

Les titulaires du DEUG entreront librement en deuxième cycle. Dans les universités où les études seront organisées par unités de valeurs, il sera même possible de s'inscrire en deuxième cycle si l'on ne possède que les quatre cinquièmes des unités de valeurs nécessaires pour le DEUG, à condition d'acquérir celles qui manquent dans l'année qui suit.

Tous les DEUG ne donneront cependant pas accès à tous les seconds cycles : les conditions d'entrée seront précisées pour chaque formation, mais les présidents d'université pourront, sur avis d'une commission pédagogique chargée de l'orientation des étudiants, autoriser des passages ou des reconversions.

Aucune règle à priori n'est prévue pour l'organisation des études ni pour le contrôle des connaissances, l'autonomie des universités pourra donc s'exercer. Seuls les horaires devront être respectés : entre quatre cents et cinq cents heures pour l'année de licence (plus les travaux individuels) et entre trois cent soixante quinze et cinq cent cinquante heures pour la maîtrise. Une place plus grande est laissée au travail personnel des étudiants.

Dernier élément nouveau : le secrétariat d'Etat prévoit de placer, dans chaque université, chaque licence et chaque maîtrise sous la responsabilité d'un coordonnateur, enseignant de rang magistral pour la maîtrise ou maître-assistant pour la licence.

Quant au calendrier de la réforme, il est prévu que la disparition des formations traditionnelles commencera à la rentrée 1977 et devra être achevée à la rentrée 1979. En fait, l'on peut, actuellement, s'interroger sur les suites qui seront données à cette réforme : lors d'un réaménagement gouvernemental intervenu mi-janvier, M. Soisson est chargé désormais de la formation professionnelle, tandis que le secrétariat d'Etat aux universités est confié à Mme SAUNIER-SEITE, Recteur de l'académie de Reims, et qui fut successivement enseignante, chargée de recherches au CNRS, professeur puis doyen d'université.

374.014.3 : 378 (44) Le Monde, 27/XI/75 ; 10/I/76 ; C.P.

FRANCE : L'ENSEIGNEMENT DES LANGUES ET CULTURES REGIONALES

Sur la proposition du ministre de l'Education, M. HABY, le Conseil des Ministres a examiné, début décembre, les mesures propres à accroître la place des patrimoines culturels et linguistiques dans l'enseignement.

Instauré en 1951, l'enseignement des langues et dialectes locaux (breton, basque, catalan, occitan et, depuis 1974, corse) a fait l'objet d'un certain nombre de décrets et circulaires précisant les modalités d'application.

Ainsi, dans l'enseignement élémentaire, tout instituteur qui en fait la demande peut être autorisé à consacrer chaque semaine une heure d'activités dirigées à l'enseignement de notions élémentaires de lecture et d'écriture du parler local et à l'étude de morceaux choisis de la littérature correspondante.

Dans l'enseignement du second degré, l'enseignement facultatif de toutes ces langues et dialectes ainsi que du folklore, de la littérature et des arts populaires locaux est autorisé dès qu'un minimum de 10 élèves est atteint dans les classes de seconde, première et terminale (trois dernières années de l'enseignement secondaire). Enfin, lorsqu'il est possible d'adjoindre au jury un examinateur compétent, une épreuve facultative est inscrite au programme du baccalauréat. Ainsi, à la session 1975 du baccalauréat, 8631 candidats ont passé ces épreuves.

L'application de ces textes règlementaires s'est heurtée cependant à de nombreux obstacles. Pour tenter de résoudre ces problèmes, M. HABY vient donc de prendre un certain nombre de décisions à ce sujet.

En ce qui concerne l'enseignement du premier degré, l'étude des langues régionales pourra, sur demande, être introduite dans les stages de formation continue des instituteurs, et un conseiller pédagogique sera chargé d'assister le recteur, dans les cinq académies les plus directement concernées, pour animer et coordonner les actions à l'école élémentaire. Pour le second degré, des stages seront organisés, dès 1976, pour 440 professeurs volontaires ; les contingents d'heures d'activités dirigées où ces langues peuvent être enseignées dans les collèges, seront augmentées ; les langues feront l'objet d'épreuves facultatives dans tous les baccalauréats, techniques compris.

Pour l'étude des patrimoines culturels locaux, les mesures prises intéressent l'ensemble du territoire. Des instructions seront données pour que les futurs contenus de l'enseignement, conçus en fonction des spécialités locales, permettent une véritable étude culturelle du milieu. La documentation sur les cultures locales sera développée et les moyens accordés par le ministère aux services départementaux des Archives de France seront doublés. Dès cette année, des stages d'étude des patrimoines culturels seront organisés dans le cadre de la formation continue des instituteurs et pour 1500 professeurs par an.

M. Haby a fait remarquer que l'Alsace ne réclame pas actuellement un enseignement spécifique de l'alsacien qui reste donc exclu de la liste des langues régionales officiellement reconnues, mais seulement celui de l'allemand et ceci dès l'école élémentaire. Il a également précisé que l'enseignement des langues régionales ne devait être imposé à personne, mais seulement rendu possible pour les élèves qui souhaitent le recevoir et les professeurs qui acceptent de le donner.

800.87 (44) L'Education, 11/XII/1975 ; C.P.

FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY : THE HIGHER EDUCATION FRAME BILL ENACTED BY COMPROMISE

At the end of December both Houses of Parliament passed the Higher Education Frame Bill which had been introduced six years ago by the Willy BRANDT cabinet to force the Länder to adopt a far-reaching reform of universities and colleges (see News-letter 4/70). The Länder Chamber rejected the Bill which has since been gathering dust in the mediation committee of both Houses. However, in the last months new developments have forced the coalition government and the opposition to reach a compromise on the Bill.

High court decisions have established the principle that for constitutional reasons professors cannot be overruled on matters of teaching, research and staff appointments in the governing bodies and have furthermore rejected the complicated "bonus-malus" system which the Länder had introduced to make the Abitur, the grammar school leaving certificate, comparable for the purpose of admission to higher education (see News-letters 3/73 and 3/75). Controversial policy problems had thus been settled by jurisdiction. Furthermore, the resignation of the radical reformers and public discontent with the intractability of higher education problems helped to pave the way for a compromise.

The main stipulations of the new law are as follows.

Comprehensive university : All universities shall be either integrated comprehensive universities or co-operative ones ; in the latter case the various colleges and the university remain independent but co-operate through joint bodies.

University governance : All governing bodies shall be composed of representatives of the three groups of professors, assistants and contractual staff, and students. Decisions on matters of teaching, research and appointment of professors shall need a majority of the professorial representatives in the body concerned.

Disciplinary regulations : Violent action, incitement to violence or threat of violence by a student against a university institution or an individual member of the university in the lawful exercise of his or her functions may be punished by withdrawal of admission.

Personnel structure : Apart from the contractual staff for teaching and research there shall only be two main categories : the professors who are permanent civil servants, and the assistants who are temporary civil servants. Professors are as a rule appointed upon "Habilitation", and assistants after having taken their doctoral degree. The assistant shall be attached to a department not to an individual professor ; the department shall ask one of its professors to act as the assistant's "scientific tutor".

Reform of study courses : Study reform commissions shall be constituted by the Länder and, as far as possible, on a national basis. They will be composed of representatives of the universities, the State and practitioners of the professions concerned. In the case of study courses which are concluded by a state examination (e. g. medical, legal and teaching profession), the state representatives shall have a majority in the commissions in question. Study duration which is at present six and a half years on average, shall be limited to three or four years, according to the subject concerned. A student who does not take his examinations within this period may be granted a further six months in which to do so ; thereafter his admission is withdrawn, but he retains the right to sit the examination.

Admission of students : The admission convention concluded by the Länder is replaced by a new system. Students shall be admitted on the basis of a quota according to the Land in which they have passed the Abitur. The Land quota is determined for one third by the ratio of the Land applicants to all applicants for a given study course at the national level and for two thirds by the ratio of the Land population to the national population aged 18-21. The quota of each "city Land" (Berlin, Bremen and Hamburg) is raised by three tenths. Within the quota the marks obtained in the Abitur certificate and the year in which the Abitur was taken (the so-called waiting list) are the decisive criteria.

Implementation : Within a three-year deadline all Länder have to change those parts of their higher education legislation which are not in compliance with the new law.

Public opinion welcomed the enactment of the law. It is hoped that the new admission regulation will be more equitable than the old one, and that the law with its moderate and realistic approach will lead to a consolidation of higher education.

37.014.3 : 378 (430. 1) Akademischer Dienst, 18/XII/1975 ; v. M.

FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY : PILOT PROJECTS - AN INSTRUMENT OF EDUCATION POLICY

To develop a coherent policy and to take the right decisions an Education Ministry must have first-hand knowledge of what really happens in the classroom. The inspectorate is the traditional instrument for keeping the ministry informed in this respect. Another and more modern instrument is a programme of pilot projects which - if carefully planned and effectively evaluated - may yield valuable knowledge on how to remedy weak spots in the system and how to test and implement innovations. Since May 1971 the Federal Republic has developed such a programme of pilot projects (see News-letter 6/73). The programme comprises some 500 projects which cover all fields of education and is financed jointly by the Federation and the Länder under the control of the Federation-Länder Commission for Educational Planning. In 1975 the Federal Ministry of Education and Science contributed 120 million DM to the programme and an equivalent sum was spent on it by the Länder. As the Federal Education Ministry does not maintain schools, colleges or universities and has no inspectorate, it has always shown great interest in the pilot projects programme.

Principles for co-ordination and evaluation of pilot projects

In mid-October the Federation-Länder Commission for Educational Planning, which is chaired this year by the Federal Education Minister H. ROHDE, adopted the following principles for the co-ordination and evaluation of pilot projects :

- To be accepted for funding under the programme, each pilot project must deal with one of the priority areas which the Commission established on the basis of its overall education plan of 1973 (see News-letter 3/73) and the subsequent interim term plans. At regular intervals the Commission will examine whether there are gaps not covered by pilot projects and will promote projects accordingly.

- The Commission's Working Party on Educational Innovations will each year submit a recommendation on the distribution of the available means between the priority areas and their projects. If the means are not sufficient to fund all projects in the priority area concerned, three additional criteria will be applied for project selection, namely scope and composition of the project population, relevance of project design and relevance of location (e. g. to ensure that projects cover both densely and sparsely populated areas).

- The evaluation of pilot projects shall aim at making the results comparable at the national level to assist decision making on the development of education. The evaluation criteria shall take into consideration the goals of the education plans and thus examine how far these goals can be achieved or have to be modified in the field concerned. The evaluation at national level may be carried out at the Commission's secretariat or be commissioned from individual experts or project teams.

First evaluation report on pre-school and primary projects

In early October a first report on the evaluation of pilot projects concerned with pre-school education and the first two grades (entry stage) of primary school in the period 1971-74 was published by the Federation-Länder Commission. These pilot projects had been financed jointly by the Federal and Länder governments with 62 million DM in the period in question. Main results of the evaluation are :

- Socio-cultural handicaps can be partly, but not fully, compensated by pre-school education. Pre-school children reach a higher level of non-verbal intelligence than children who have not attended pre-school. However, in arithmetic tests no significant differences could be found between pre-school and non-pre-school children.

- The pilot projects have not confirmed the opinion which was generally held in the early seventies and according to which the education of five-year-olds should be confined to the primary school. The projects have shown that both kindergarten and primary school are well suited to educate five-year-olds, and that the decision where to locate their education should not be taken on principles but according to local conditions.

- The pilot projects in the field of primary education have yielded a number of interesting results. One of them is that the introduction of new mathematics has not led to difficulties in classes with well-trained teachers and with sufficient group work. However, it was found necessary to teach traditional arithmetic and geometry in addition to new mathematics. Another interesting result was that about one third of those mentally or physically handicapped children who would normally have been transferred to special education could without major difficulties be integrated in primary school.

- It has been confirmed by the pilot projects that pre-school education needs to be complemented by involving parents and in particular mothers and by community development work. However, all that can be gained through pre-school education may be lost in primary school, if there is no smooth transition, no common education programme and no co-operation between pre-school and primary teachers. On the basis of the evaluation a detailed programme for co-operation is beeing drawn up by the Federation-Länder Commission for the attention of the Länder Education Ministries.

However, the most important result of the pilot projects is probably that they have produced a great amount of educational materials, multi-media packages, recordings and films which could be used by all other schools and by teachers and parents all over the country. At the initiative of the Federal Education Minister the Commission is at present elaborating a programme to test and evaluate the materials. It is expected that nine Länder with 440 kindergartens, 15,000 children, 1,000 teachers and 80 researchers will participate in the programme which will cost some 36 million DM to be jointly financed by the Federation and the Länder and which will be concluded in 1979.

37.014 (430. 1)

Informationen Bildung Wissenschaft, 27/X/75 ;
Akademischer Dienst, 30/X/75 ; v. M.

FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY : A NEW MECHANISM FOR EDUCATIONAL ADVICE

After several unsuccessful attempts to refill the vacancy which was created by the discontinuation of the German Education Council (see News-letter 2/75), the Federal Chancellor and the Prime Ministers of the Länder signed in late November an "agreement on the re-organisation of educational advice to the State". The compromise which settled a one-year dispute provides for the creation of specialized committees of experts and of a Standing Committee consisting of the chairmen and deputy chairmen of the specialized committees. The task of the committees is to elaborate recommendations on the organisation and content of pre-school and school education, vocational education and continuing education in response to the needs of social, cultural and economic development. The recommendations shall also take into consideration the implications on expansion and finance.

The members of the specialized committees shall be academics, representatives of organisations or experts in the fields in question. They will be nominated by the Federal President upon designation by the Federation-Länder Commission for Educational Planning, each designation to be approved by the Federal authorities and at least eight of the eleven Länder. The designation of members will be preceded by a decision on the work programme of each of the specialized committees for the first four-year period. These decisions are to be taken by the Federation-Länder Commission for Educational Planning again with the votes of at least the Federal authorities and eight Länder. Academics, educationists and the organisations and associations concerned may be consulted during the elaboration of the work programmes, and the Council for the Humanities and Science (Wissenschaftsrat) may be asked for its opinion. Before the final decisions on the work programmes are taken, the Chairman of the Planning Commission and the presidents of the Conference of Länder Ministers of Education will meet for consultation.

The Standing Committee shall meet at least twice a year. It shall ensure that the specialized committees co-ordinate their work and consider also the interdependencies and overall aspects of the problems under study. For this purpose the specialized committees shall keep the Standing Committee informed of their work progress by submitting interim reports at regular intervals. The Standing Committee may make suggestions to the committees concerning their further work and may propose to the Federation-Länder Commission to enlarge or restrict the work programme of an individual committee after having obtained the approval of the committee concerned.

The recommendations, reports and opinions elaborated by the committees need a two-thirds majority of members to be passed and will be submitted for publication to the Federation-Länder Commission for Educational Planning which may, if it so wishes, add its own opinions to the publications.

The powerful secretariat of the former Education Council has been dissolved, and the new committees will be served by the secretariat of the Federation-Länder Planning Commission.

Finally, an elaborate co-ordination mechanism has been set up by the agreement. There will be an annual co-ordination meeting, to be attended by the chairmen of the Standing Committee and of the Council for the Humanities and Science, the chairmen of the specialized committees and the Council's committees, the chairman of the Federation-Länder Planning Commission and two representatives of the presidency of the Conference of Länder Education Ministers. This annual summit conference will debate common problems of education policy. For joint matters of higher and secondary education there is furthermore a special co-ordination committee composed of five members each of the Council for the Humanities and Science and of the Standing Committee with the chairmanship alternating between the two bodies every two years.

The agreement was signed by ten Länder only. Bavaria, one of the biggest Länder, abstained. It opposed the creation of a permanent institution, preferring ad hoc committees of experts, and was against the affiliation of the new committees to the Federation-Länder Planning Commission. It also proposed that the Conference of Education Ministers of the Länder and not the Planning Commission should provide the secretariat of the new committees. The Bavarian position results from its firm federalist policy which opposes the growing influence of the Federal authorities in education policy. The abstention of Bavaria may postpone the implementation of the agreement.

The sophisticated compromise on which the agreement is based shows how difficult it has become to advise the decision makers in education. On the one hand, such advice should be continuously available and should be based on independent expertise. On the other hand, unrealistic advice, even if well-meant and progressive, as it had so often been forthcoming from the former Education Council, may be found to be not helpful but confusing, especially in a time of financial constraint. Hence the compromise which affiliates the new committees tightly to the Federation-Länder Commission for Educational Planning controlled by politicians and composed of civil servants.

37.014.65 (430.1) Akademischer Dienst, 11/XII/1975 ; v.M.

IRELAND : OPEN COLLEGE PLAN FLOATED

Proposals for an open college type institution are under consideration by the National Council for Educational Awards (NCEA) as part of its overall strategy for the future development of non-university higher education. The NCEA proposals, which are being examined in detail by one of its sub-committees, envisage that qualifications up to and including degree level could be acquired by students on the basis of accumulated credits, for which the student would work on his own and possibly at a variety of existing colleges.

Institutions such as the regional technical colleges would probably be the base for a units/credits degree system - a measure which would alleviate pressure from individual regional technical colleges for enhanced status to enable them to compete with adjacent universities and which would contribute towards satisfying the need for a system with a wide range of student options.

Unlike the Open University in the UK, the NCEA scheme does not include a radio or television component. With the school radio and television service yet to be fully developed, successive ministers have given a low priority to the establishment of an open college based on the mass media. Although the creation of such an institution has been supported by teachers' organizations, pressure from this quarter has been somewhat reduced by the administrative reorganization which has attached colleges of education to the existing university structure, thus offering primary teachers the chance to obtain the degree of batchelor of education.

37.018.43 (417) The Times Higher Education Supplement, 28/XI/75;W.F.B.

ITALY : GROWTH OF PAID STUDY LEAVE

Two years have passed since the metalworkers union won the right for its members to 150 paid working hours annually for study. The right of metalworkers to study during part of their working hours was one of the results of the industrial strife which characterized 1973. Immediately afterwards, 15 other categories of industrial workers won the same right in their collective contracts. Since then, housewives and the unemployed have been included in the scheme of adult education courses operated by the state and the unions.

First assessments of the scheme indicate that it has so far proved remarkably successful. The workers' courses are held in state schools, generally in the late afternoon to coincide with the last hours of the factory day shift, and the teachers are appointed and paid by the Ministry of Education. However, the unions are guaranteed the right to a major say in the formation of study programmes. Courses are taken over a five-month period totalling 420 hours, consisting of the 150 paid working hours, 120 unpaid hours of working time (a concession won in an earlier contract) and 150 after-work hours.

Since only 2 % of the workers in any one firm are allowed to attend the courses at the same time, only those who have a real need to continue their basic schooling are generally chosen by the selection committees, run by the unions. The first priority is given to illiterates, but by far the majority of workers have enrolled in courses designed to complete the cycle of compulsory school education. Any literate worker may follow these courses which, after five months, entitle him or her to the school leaving certificate, normally taken at age 14.

A recently completed study by the Social Investment Study Centre (CENSIS) estimates that in 1974 (the first year of the programme) 14,000 people were enrolled, of whom over 11,000 successfully followed the "completion of compulsory school" courses. A drop-out rate of some 21 %, which the unions claim was due to organizational difficulties, accounts for the great majority of the others enrolled. In 1975 enrolments increased to nearly 39,000, and for 1976 projected enrolments stand at 74,000.

374.7 (.3) The Times Educational Supplement, 12/XII/1975 ; W.F.B.

LUXEMBOURG : RELANCE DE LA COOPERATION UNIVERSITAIRE AVEC LA FRANCE

MM. Jean-Pierre SOISSON, secrétaire d'Etat aux universités, et Robert KRIEPS, ministre luxembourgeois de l'éducation, ont signé fin octobre, un accord de coopération universitaire entre la France et le Luxembourg. Cet accord entérine, en fait, des conventions qui venaient d'être passées entre les universités de Nancy et de Strasbourg, d'une part, et le Centre d'enseignement supérieur du Luxembourg d'autre part.

Au Luxembourg, l'enseignement supérieur n'est organisé que pour une année : les étudiants continuent ensuite leurs études à l'étranger. Un tiers va en Belgique, un tiers en France et un tiers en Allemagne, en Suisse, en Autriche ou en Italie. Mais depuis quelques années l'attrait des universités françaises devenait moindre, en raison de la complexité du système universitaire depuis 1968, et de la sélection dans les études médicales qui rebutait nombre de candidats. C'est pourquoi les deux pays ont souhaité améliorer leurs relations sur ce plan.

Pour les Luxembourgeois, cet accord répond aussi au souci de maintenir une "ouverture" vers la France, face à l'emprise, économique et culturelle, grandissante de l'Allemagne. Ils souhaitent, en particulier, que la formation des ingénieurs, qui jusqu'à présent était presque entièrement assurée dans les universités allemandes, suisses ou belges, soit aussi assurée désormais par les grandes écoles de l'Institut national polytechnique de Lorraine, à Nancy.

Les conventions passées entre les universités prévoient que les étudiants luxembourgeois pourront être admis sur équivalence - et sans avoir à passer le concours d'entrée - dans les écoles d'ingénieurs et à l'Institut commercial de Nancy, à condition d'avoir passé l'examen luxembourgeois de fin de première année universitaire et d'avoir acquis, en France, la deuxième année du diplôme d'études universitaires générales (DEUG). Pour les écoles de l'Institut national polytechnique à Nancy, ils auront, en outre, à passer un examen préparatoire correspondant à l'établissement choisi. De même, ils seront reçus automatiquement en deuxième année de médecine (sur une liste complémentaire), après avoir passé leur examen de première année au Luxembourg, devant un jury mixte franco-luxembourgeois. En échange, le Luxembourg mettra à la disposition des universités françaises des "lits" hospitaliers pour la formation clinique des étudiants.

Les universités françaises s'engagent à informer régulièrement le Luxembourg des évolutions des programmes et des conditions pédagogiques d'inscription et à mettre un enseignant à la disposition des étudiants luxembourgeois pour les aider lors de leur première année d'études en France. Les étudiants luxembourgeois ne seront pas soumis à la procédure de "préinscription", maintenant exigée de tous les candidats étrangers. D'autre part, le Luxembourg aménagera son enseignement pour mieux tenir compte des programmes français.

La France estime que cet accord devrait permettre de doubler le nombre des étudiants luxembourgeois en France, qui est actuellement d'environ cinq cents. Pour M. Soisson, cet accord est "exemplaire" par la procédure suivie, les Etats ayant ratifié des conventions passées "à la base", directement par des établissements. Il estime, en effet, que c'est en multipliant de telles initiatives, qu'on pourra parvenir progressivement à une harmonisation européenne des études universitaires.

37.014.256 : 378 (435.9 + 44) Le Monde, I/XI/1975 ; M.B.

NETHERLANDS : UNITS/CREDITS AND GENERAL HIGHER EDUCATION COURSES PROPOSED

In its fifth report the Commission for the development of higher education (Commissie ontwikkeling hoger onderwijs) recommends the introduction of a national units/credits system. One unit/credit would correspond to the work accomplished by an averagely successful student during a 40-hour week (the academic year comprising 42 working weeks).

It is the Commission's belief that the introduction of such a system would provide a good opportunity for a critical examination of the composition of higher education courses. The importance of each individual element would have to be assessed in relation to the course as a whole, and the overall length would have to be carefully tailored to fit the time schedule available. A units/credits system would permit greater flexibility in course patterns. This greater flexibility would in turn mean that higher education could respond more readily to the individual needs of students. Not only would these individual needs be more readily met within individual institutions, but students would also be able to move more freely between higher education establishments.

The Commission draws attention to the fact that a units/credits system is particularly appropriate in the context of recurrent education. The system would facilitate the recognition of the educational attainments of people alternating between periods of work and of study.

The Commission comments on American experience in the use of units/credits in higher education and warns of the dangers of excessive fragmentation of courses and of unguided choice of course pattern by students.

Another interesting proposal which has been forthcoming from the Commission and is at present widely discussed deals with the introduction of general higher education courses.

The proposal is in line with the government's aim of dispensing with the traditional binary system. Instead of training students for specific professions or for specialized research the new programmes would equip them for a variety of jobs and thus make them more adaptable to a fluctuating graduate labour market. Latest estimates in this respect, published by the Employment Bureau for Graduates, suggest that by 1980 at least 7,000 graduates will be unemployed. In September 1975 3,700 graduates were without work - more than double the 1972 figure - with psychologists, sociologists, lawyers and economists heading the list as the most difficult to place on the labour market.

The Commission recommends that the first experimental courses, with initially 200-300 students, should begin in September 1977. Courses would have a compulsory core element taking up half the study time and split into three sectors : language (English), social studies, and natural science and technology combined. Optional subjects would make up the remainder of the course. Emphasis would be placed on individual study, learning through doing, and the use of modern teaching aids. It is envisaged that later these studies may be supplemented by part-time specialist courses in the student's chosen profession. The Commission denies that such courses will provide students with a merely superficial knowledge.

If applications for the experimental courses exceed available space, a temporary selection procedure is recommended, but after four years it should be possible to admit students on a large scale. It is recommended that entrance requirements be the same as those for entrance to university or to higher vocational studies.

378.14 (492)

The Times Higher Education Supplement, 12/XII/1975 ; Documentatieblad, XII/1975 ; A.K. / W.F.B.

NORWAY : REGIONAL COLLEGES BECOME PERMANENT

The regional colleges, which have existed on an experimental basis since 1969, become permanent on 1 January 1976. Set up partly to solve the problem of catering for a highly increased demand for higher education and partly to encourage decentralization, the regional colleges provide two- to three-year post-secondary courses in a wide variety of fields, covering both vocational and traditional university studies, as well as courses without specific vocational orientation.

The colleges are governed by boards with strong regional representation, and their role of serving the local community is stressed. At present, there are seven such colleges, but more will be established in the course of the next few years. When plans are completed, the country will be divided into 17 districts, each with a regional college. All non-university post-secondary institutions in a given district will integrate into a single comprehensive unit. The focal point of each unit will be the new colleges, which will then become known as "study centres".

Following the pattern set by the experimental colleges, the new study centres wiill offer a mixture of basic university courses and mainly two-year vocational courses. The university courses will usually carry credit points enabling students to transfer to degree courses at universities. The teaching framework, which will be inherited by the new study centres, simply specifies that 75 % of a student's work should be devoted to his main subject, with at least 15 % spent on general subjects and the remaining 10 % on specialized or subsidiary work.

The regional colleges proved popular during a period when rising demand for university places led to restricted entry to most vocationally oriented studies and resulted in the bulk of new entrants having to enrol in either liberal arts or social science courses, while one in ten school leavers entering higher education had to seek a place in a foreign university. In the academic year 1973-74 the universities and professional schools catered for 38,00 students, while 20,000 students attended other institutions for post-secondary education. Of these, 2,400 attended regional colleges.

The flow of students seeking access to post-secondary education has doubled during the last 10 years. By the late 1980s it is anticipated that there will be about 80,000 higher education places, with an annual student intake of between 20,000 and 22,000 accounting for between 31 % and 33 % of the age-group. The 1974 white paper on higher education expansion to 1990 singled out the regional colleges for a priority share in the projected 3 % to 4 % real annual growth in post-secondary school expenditure during the next 15 years.

378.094 (481) The Times Higher Education Supplement, 17/X/1975 ; Aftenposten, 3/XII/1975 ; B. B. P.

PORTUGAL : LES PRIORITES DE LA POLITIQUE EDUCATIVE

Dans quel sens le sixième gouvernement portugais compte-t-il modifier le système d'enseignement du pays - qui n'assurait, à la plupart des enfants, au moment de la fin de l'ancien régime, qu'une scolarité très brève, et laissait un nombre important d'analphabètes parmi les adultes - et comment entend-il le faire participer à la transformation de la société portugaise annoncée par les derniers gouvernements ? Le ministre de l'Education, le commandant Victor ALVES, a répondu à ces questions au cours de l'entretien qu'il a accordé à Guy Herzlich, Le Monde, et dont nous reproduisons les extraits suivants.

"Notre politique de base, c'est la démocratisation de l'enseignement", affirme M. Victor Alves. "Nous voulons surtout assurer le droit de tous à l'enseignement. Dans certaines régions, on ne peut pas dire que ce droit soit une réalité. Aujourd'hui, il faut donc donner la priorité à l'enseignement de base : le primaire et la scolarité obligatoire". Celle-ci, qui était jusqu'à présent de six ans - en principe - va être prolongée d'un an cette année.

"Nous accordons aussi une importance prioritaire à l'alphabétisation. Nous pensons commencer en janvier l'application d'un plan national d'alphabétisation, fondé en particulier sur les méthodes du pédagogue brésilien, Paolo Freire. Un projet de décret-loi a déjà été soumis au Conseil de Ministres. Nous donnerons aussi le maximum d'appui aux initiatives spontanées qui existent déjà".

Troisième priorité : les enseignants. "Le régime antérieur employait des gens qui n'avaient que cinq années d'enseignement secondaire, sans formation ni expérience d'aucune sorte, ce qui permettait de les payer moins. J'ai accepté de garder tous les professeurs. Mais ils devront suivre une formation, même ceux qui enseignent déjà depuis longtemps. Nous allons faire un grand effort de recyclage. Nous ne ferons pas seulement des

séminaire ; nous allons mettre en place à partir de janvier 1976 une "université ouverte" qui aura pour tâche, entre autres, d'assurer la formation professionnelle des enseignants. Nous lutterons pour que des professeurs aient une véritable formation, une véritable conscience de leur tâche et reçoivent un salaire suffisant pour s'y donner vraiment".

Pour lier l'école et le monde extérieur, l'intégrer au changement social, on encourage les enseignants, dès le primaire, à faire sortir les enfants de la classe et à travailler avec les associations de quartier ou de parents. "Dans l'enseignement secondaire, une journée par semaine va être consacrée aux activités manuelles, au travail à l'atelier, aux visites d'usines".

"Entre le secondaire et le supérieur, il y aura le 'service civique'. L'an dernier, celui-ci n'a pas été un succès. L'erreur a consisté à faire perdre à l'étudiant tout contact avec l'enseignement. Cette année, nous allons essayer de faire une année d'orientation, associant le service civique à une propédeutique. Mais la formule n'est pas encore au point. Elle doit être établie en fonction des besoins futurs de la société portugaise. Nous y réfléchirons avec le ministre du Plan et celui de l'économie".

Pour l'enseignement supérieur, il faut trouver un équilibre entre l'objectif de démocratisation - "la nécessité de donner de nouvelles possibilités d'accès à l'Université" - et les moyens et besoins du pays. "Nous étudions un système qui permettrait de renverser le déséquilibre de l'environnement individuel. Mais il ne faut pas tomber dans une démagogie qui réduirait la compétence des diplômés. La société socialiste doit être une société de compétences".

37.014.5 (469) Le Monde, 14/XI/1975 ; B.M.

SCANDINAVIA : MUTUAL RECOGNITION OF HIGHER EDUCATION EXAMINATIONS

An agreement on the mutual recognition of studies and attainments in higher education was concluded in June by the Ministers of Education of Denmark, Finland, Iceland, Norway and Sweden. The agreement, which was published in October, supersedes rules drawn up and adopted by the Scandinavian Education Ministers in the 60s and early 70s.

The main items of the agreement are reproduced below.

Article 1 : The object of this decision of the Council of Ministers is to create fundamental statutory premisses for Nordic recognition of examinations passed and other equivalent educational attainments, primarily within the fields of the humanities, natural sciences and social sciences at universities and other higher educational establishments in the Nordic countries. An assumption for the agreement has been that standard periods of study are laid down for the fields of education concerned in all Nordic countries.

Article 2 : Students who have passed examinations or given evidence of other equivalent educational attainments in more than one Nordic country shall be eligible, on the basis thereof, to receive a degree (or partial degree or the equivalent) in one of the countries in which the results have been attained in accordance with the regulations applying there.

The student shall in such case be entitled to receive a certificate of a degree (or partial degree or the equivalent) according to the regulations applying in the country concerned.

Article 3 : In the application of the provision of Article 2, in the country concerned, attention shall be paid to the standard period of study for the examinations and other equivalent results which the student has attained at one or more Nordic educational establishments outside the country in which he wishes to receive a certificate of a degree (or partial degree or the equivalent), and has to attain in the latter country before a certificate of the degree (or partial degree or the equivalent) at which the student aims can be issued there.

The calculation of the student's period of study in the country in which a degree (or partial degree or the equivalent) is to be taken shall be based on the difference between the aforesaid periods of study.

Article 4 : In the application of Article 3, second paragraph, the student's remaining period of study shall be calculated taking into account, on the one hand, the subject-matter content in the examinations and other equivalent results attained and, on the other, the student's educational goal.

Cases covered by this Article shall be judged with the participation of the expert body or bodies immediately concerned at the educational establishment from which the student wishes to receive a certificate of a degree (or partial degree or the equivalent).

Article 5 : As regards the remaining studies which, according to Article 3 and Article 4, it is calculated the student must complete before the intended educational goal is achieved, a concrete programme shall be drawn up at the educational establishment concerned.

37.014.256 : 378 (48)

Swedish Ministry of Education and Cultural Affairs, Press release, 20/X/1975 ; B.B.P.

SUISSE : RECOMMANDATIONS SUR LA FORMATION DES MAITRES DE DEMAIN

Le rapport "la formation des maîtres de demain" (Lehrerbildung von morgen, - Grundlagen Strukturen Inhalte - Comenius-Verlag, Hitzkirch, 1975, 350 p.) a été préparé par un groupe de pédagogues suisses - professeurs d'universités, chercheurs, directeurs d'écoles normales, enseignants- sur mandat de la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique. En mai 1975, elle a nommé une commission ad hoc pour organiser et évaluer la consultation sur les recommandations du rapport. Tous les milieux intéressés ont été invités à y participer. La consultation s'ouvrira en janvier 1976 et se terminera en fin d'année. Nous reproduisons ci-après les recommandations les plus importantes du rapport d'après l'adaptation française établie par la Conférence :

- La formation professionnelle vise à donner aux maîtres des qualifications de trois types différents :
  . qualifications d'ordre didactique ou technique : capacités de planification, de conduite et de contrôle de l'enseignement ;
  . qualifications d'ordre éducatif et affectif : comportements sociaux adéquats à la profession ;
  . qualifications d'ordre politique et civique : responsabilités face à la société et à l'Etat.

- La première condition d'un meilleur apprentissage de la profession est une formation générale améliorée. Elle doit rendre le maître capable, par un effort personnel soutenu, d'appréhender les différents aspects du monde qui l'environne, les hommes et les choses étant considérés aussi bien dans leur détermination historique que dans leur réalité quotidienne.

- La deuxième condition d'une telle amélioration réside dans une formation professionnelle où la théorie et et la pratique sont étroitement liées et cela à tous les stades de la formation : la formation de base, la période d'adaptation à la profession (du brevet à la nomination), la formation continue (perfectionnement) et la formation complémentaire (spécialisation).

- Tous les types de maturité actuels et futurs conduisent à l'institut de formation des maîtres, notamment le type socio-pédagogique. Une année au moins est prévue pour une formation commune aux enseignants de tous les degrés. La seconde année offre des possibilités d'options différenciées en fonction des degrés ou des disciplines. L'enseignement est de niveau universitaire, mais reste étroitement lié à la pratique.

- A l'école normale comme à l'institut de formation, ce ne sont pas les formes organisationnelles qui importent, mais les contenus. Les plans d'études se fondent d'une part sur l'état actuel des connaissances scientifiques en matière d'éducation, d'autre part sur les besoins très concrets de l'enseignement.

  D'où les cinq groupes de disciplines suivants :

  . sciences de l'éducation (pédagogie, psychopédagogie et domaines d'application correspondants) ;
  . didactique : didactique générale, didactique spéciale et domaines d'application correspondants ;
  . pratique ;
  . disciplines artistiques ;
  . disciplines à option.

- La formation professionnelle (2 ans) requiert 2000 heures d'enseignement (de 45 à 50 minutes) et 1000 heures de travail à domicile. Dans les instituts de formation, 20 % d'entre elles sont consacrées aux sciences de l'éducation, 25 % à la didactique, 25 % à la pratique, 15 % aux disciplines artistiques et 15 % aux disciplines de formation générale. A l'école normale, cette répartition est évidemment un peu différente : sciences de l'éducation 30 %, didactique et pratique 35 % chacune. Si l'école normale veut offrir une formation équivalente à celle de l'établissement "universitaire", il est indispensable d'en prolonger la durée et de la porter à 6 ans (après 9 ans de scolarité obligatoire). Une durée de 5 ans ne peut être qu'une solution transitoire.

- Deux facteurs fondamentaux caractérisent la formation de base :

  . le caractère scientifique de l'enseignement donné ;
  . la liaison entre la théorie et la pratique (formation clinique).

  Le caractère scientifique de l'enseignement sensibilise l'étudiant à la complexité des problèmes, affine son sens critique à l'endroit des procédés et des méthodes et le rend conscient de la valeur et des limites des connaissances.

  La formation clinique exige une forme d'enseignement où les considérations théoriques et la pratique scolaire sont très étroitement liées. La théorie doit trouver sa concrétisation et sa justification dans la pratique. Inversement, cette dernière met en lumière la réalité scolaire et pose des problèmes que la théorie contribue à élucider. De telles interactions impliquent une collaboration constante entre toutes les personnes concernées.

- Le micro-enseignement et les exercices de comportement permettent à l'étudiant de mieux se juger dans son action sur autrui et par conséquent de mieux se comporter dans le groupe social que constitue une classe. La pratique de la dynamique de groupe exige des spécialistes compétents et respectueux de la personnalité des participants. Quant aux groupes de sensibilisation, ils doivent rester facultatifs.

- Au terme de la formation de base, le jeune maître doit être capable d'assumer la responsabilité d'une classe. Cette perspective exige que ses capacités théoriques et pratiques soient contrôlées, soit par évaluation continue, soit sous forme d'examens. Cette évaluation (ponctuelle ou continue) doit porter sur tous les secteurs de la formation et être axée sur les objectifs visés. Le diplôme délivré est provisoire et est valable pour la première ou les deux premières années d'activité (degrés 1 à 9).

- Le passage de la formation de base à l'activité professionnelle autonome doit se faire progressivement. Pendant une année ou deux, le jeune maître bénéficie de l'aide d'un service ad hoc et voit son emploi du temps légèrement allégé. Ce service comprend des maîtres partiellement déchargés de leur classe, qui ont reçu une formation de conseiller et qui s'occupent chacun de quelques jeunes maîtres. Ils forment une équipe dirigée par un conseiller à plein temps.

  Au terme de ce temps d'épreuve, le jeune maître reçoit un certificat de nomination l'autorisant à enseigner dans les degrés 1 à 6. Pour les degrés 7 à 9, un complément de formation est nécessaire. Un complément doit également être envisagé pour les degrés inférieur et moyen.

- Après l'obtention de son certificat définitif, le maître a deux possibilités d'acquérir d'autres qualifications: la formation continue (perfectionnement) et la formation complémentaire (spécialisation).

- La formation continue offre au maître l'occasion de développer ses connaissances et ses aptitudes dans tous les domaines de son activité et tout au long de sa carrière. Certains cours sont facultatifs, d'autres, reconnus indispensables, sont rendus obligatoires. Les instances cantonales concernées seront complétées par d'autres organismes sur le plan régional et national. Les enseignants et les formateurs seront représentés dans toutes les commissions ayant voix consultative ou pouvoir de décision.

- Par la formation complémentaire le maître peut acquérir des qualifications dans trois directions différentes : l'approfondissement d'une discipline, la préparation à une nouvelle fonction, l'accès à un autre niveau d'enseignement. La formation complémentaire est liée au système des unités capitalisables et apporte à l'intéressé une augmentation de traitement. Elle est une institution autonome, mais elle est coordonnée, pour les questions de personnel, et de plans d'études, avec la formation de base et la formation continue. Elle exige des universités des prestations nouvelles.

- L'enseignant engagé dans la formation des maîtres joue un rôle prépondérant dans la réforme de cette formation, puisque c'est à lui qu'incombe la formation théorique et pratique des futurs maîtres. Il collabore en outre, selon ses goûts et ses compétences, à la formation continue, à la formation complémentaire, à l'aide aux jeunes maîtres, à l'étude des problèmes de politique scolaire, aux recherches d'ordre pédagogique, à l'établissement de *plans d'études*, à *l'élaboration de moyens* d'enseignement. Son cahier de charges est établi en fonction de toutes ces tâches.

  Il est indispensable que la Confédération et les cantons soutiennent efficacement les maîtres expérimentés désireux de compléter leur formation et de devenir maîtres de didactique, maîtres de pédagogie ou maîtres de psychologie. La création d'un cycle d'études de 4 ans pour ces maîtres est une des premières réalisations à envisager.

- Dans le cadre d'une réforme permanente certaines tâches peuvent être prises en charge par les institutions existantes, mais d'autres nécessitent des organismes de caractère national ou régional et exigent donc la création d'organismes nouveaux. Ont un caractère d'urgence :

  . la poursuite de l'étude des curricula ;
  . l'intensification de la recherche dans le domaine pédagogique ;
  . la création d'un centre chargé des questions de documentation, du traitement de l'information, de la coordination des recherches (en liaison avec les universités) ;
  . la définition d'une politique de la formation des maîtres dans le cadre d'une politique culturelle nationale.

37.014.3 : 371.13 (494) Rapport, Fribourg et Genève, août 1975 ; M. B.

SWEDEN : IMPLICATIONS OF SEX EQUALITY FOR THE CURRICULUM

Equality between the sexes, that is equal status for men and women, shared responsibility in respect of family and society, equal and genuine opportunities to choose one's activities within the family as well as on the labour market and in public life, is a basic principle of Swedish society. In order to study ways of helping schools promote this equality the National Board of Education initiated in 1970 a project to investigate sex roles. In August 1975, the findings and recommendations of the project team were published in a 250-page report entitled "A freer choice. Sex role studies : an equality programme for schools".

The report emphasises that there is an obvious need to introduce reforms, if the intentions of the official curriculum to work towards equality are to be realized, and in order to open the way for unconventional study and career choices. It proposes that technology and economics, which are currently optional subjects in grades 7-9 of the comprehensive school, should become compulsory subjects for both sexes. All pupils should follow courses in wood, metal and textile crafts, and in addition they should all receive adequate training in home economics and child care. At the upper secondary school, too, there should be increased opportunities for girls to follow technical and practical subjects, and for boys to follow nursing and child care courses. Physical education, which as from grade 7 is the only subject in which the pupils are divided according to sex, should be more largely co-educational.

Schools should teach pupils how sex roles arise and are learned, and how social conditions in the family, on the labour market and in public life differ for men and women and largely presuppose the existence of sex roles. Textbooks and other teaching materials should distinguish between what are biological and social facts and what are value judgments.

To help pupils gain insight into job areas currently dominated by the opposite sex, the report proposes a second practical orientation period during which the job is chosen not by the pupil, as in the first orientation periods, but by the school. Boys would have their traineeship in a female dominated field and girls in a male dominated one. The number of study visits should also be increased, and such field trips should begin during the early stages of the comprehensive school.

Teachers and other school staff should become aware of their own attitudes as regards sex roles and of the extent to which they treat their male and female pupils equally - whether they have different expectations as to how boys and girls should perform, for example. The whole social environment of the school system should be reexamined, and its sex role pattern should become such as to serve as a model for pupils.

The report proposes the establishment of a documentation service to help teachers and others to keep abreast of sex role literature, thereby stimulating teaching and public debate. The documentation centre could also act as a watchdog seeing to it that publishers separate fact from opinion in respect of sex roles and feature modern as well as traditional sex roles.

Current Sweden, no. 95 ; B.B.P.

SWEDEN : IN-SERVICE TRAINING FOR UNIVERSITY STAFF

The Office of the Chancellor of the Universities (Universitetskanslerämbetet) has submitted a proposal to the government for a new compulsory in-service training programme for all teaching members of university staffs appointed from 1 July 1976. The programme aims at advising university staff on how to adapt teaching to the new, more vocationally oriented climate of higher education following the implementation of the U68 reform, as from 1977 (cf. News-letter 2/75).

According to the new in-service training programme, all new staff, both academic and administrative, should attend a week-long introductory course at the beginning of their first year. This course would be devoted to such matters as the aims and the organization of the university. The teaching staff would also have to take a further two-week course on basic educational principles. The course would be adapted to the kind of teaching the individual teacher would practice (e.g. lecturing or laboratory work), and would be run in close co-operation with the departments concerned.

Every year the members of all university or college departments would have to take part in three-day seminars on current educational problems. The seminars would be conducted by the departments themselves, having freedom of choice as regards the problems to be discussed. Three years after their first appointment, members of the teaching staff would take part in interdisciplinary courses dealing with the organization and contents of teaching. A further interdisciplinary course would follow between the teachers' 4th and 6th years, and again between the 8th and 12th years. These courses would be conducted by university staff (not specialized in education) and by education consultants from inside as well as outside the university system.

The in-service training programme for university staff would cost 2.1m Swedish crowns the first year, rising to 15.4m by 1980-81.

378.126 (485)

The Times Educational Supplement, 21/XI/75 ; Report from the Office of the Chancellor of the Universities ; B.B.P.

TURKEY : INCREASED EMPHASIS ON VOCATIONAL TRAINING

Efforts are underway to achieve a better balance between general education and vocational and technical education especially during the final three years of the six-year secondary school.

At the end of these three years, pupils from both the classical and the vocational lycée have the right to sit university entrance examinations. The great majority of successful candidates come from the classical lycée on account of its university-oriented training. However, the rising number of lycée graduates and the limited capacity of higher education institutions have led to the situation where even success in the entrance examinations does not guarantee entrance to a university. More than half the lycée graduates are at present finding that they cannot pursue their studies further, and that they have to enter employment. In this respect, however, classical lycée graduates find themselves somewhat disadvantaged in comparison with those leaving vocational lycées.

To meet this situation, it is the intention of the Ministry of Education to place greater emphasis in lycées on programmes involving technical knowledge and practice. Such programmes should not be confined to school workshops and classrooms. The Ministry will co-operate with local industrial firms and make use of their facilities, thereby giving students the opportunity to adapt to real life work conditions. Vocational training should be related to local circumstances, and a committee comprising teachers and factory representatives will, under the chairmanship of the school director, be responsible for drawing up programmes for approval by the Ministry. Vocational training programmes at lycées are not expected to turn out real professionals, as are the schools specifically oriented towards vocational education. Rather the programme should be designed to familiarize students with work-life outside school and to make them aware of their abilities. At the same time, the students will be protected from the inconvenience and drawbacks of too one-sided an education.

Steps are being taken to implement this educational reform, and the Ministry will be ready to put it into practice by the end of 1976.

Similar action has been planned to orient pupils towards areas of knowledge not normally covered in school. Optional courses open to all lycée pupils will be made available. The Ministry has approved a wide range of subjects, but these can be revised by school administrators to meet local conditions and possibilities. Recommended courses include : electronics, home economics, statistics, marketing, journalism, general hygiene, foreign languages, agriculture. For a course to be run, at least 15 pupils must apply at the beginning of a term.

Since the main reason for offering these courses is to give pupils a chance of learning skills and of acquiring technical know-how not normally associated with the school curriculum, pupils will be allowed to spend some time each week in a factory, a workshop or a business firm. Pupils will thus be able to get a practical training which would otherwise not be available. A teacher appointed by the school director will observe and evaluate the pupil at work. If a school does not have the teachers to give the courses chosen by the pupils, specialists from the local community can be employed.

Such optional courses are at present being conducted at 40 lycées. In the light of experience thus gained, programmes will be modified. The greatest problem so far revealed is the lack of specialized teachers. Most of the schools designate teachers who are already members of their staff. Thus each teacher has a vocational course to run in addition to his own work. With regard to outside specialists, they have difficulties peculiar to those with no professional training in teaching. It is the Ministry's wish to see appointed trained teachers who are not engaged in other administrative or teaching occupations.

Certain difficulties have been encountered in implementing this policy of optional courses. Even when schools have teachers capable of conducting the courses, these teachers are often unwilling to do so because they consider the extra payment inadequate. It has also proved difficult to make pupils understand that work done in these courses is not some sort of free-time activity, that a vocationally oriented course is just as serious and important as any other part of their education. It is likely that the necessary change of attitude amongst pupils will take some time to achieve.

377.1 (560) Report : W.F.B.

UNITED KINGDOM : SELECTIVE SECONDARY EDUCATION TO END

All local education authorities (LEAs will be required to end selection and submit plans for comprehensive schools under the terms of a Bill published by the Government in mid-December.

If passed by Parliament, the 1976 Education Act will also allow the Secretary of State for Education and Science to "require" local education authorities to tell him of their plans to take up places at independent schools. He will be able to approve or reject these and to revoke previous approvals.

Governors and managers of voluntary schools may be required to submit comprehensive plans to help to complete LEA's secondary reorganization schemes. The Secretary of State can call for fresh proposals if he does not like those submitted.

The Bill states that LEAs will have to implement proposals submitted to the Secretary of State "within five years after the date on which they are submitted or transmitted". But proposals affecting voluntary aided schools will not be approved if the managers or governors satisfy the Minister that they cannot meet their share of the cost.

The Bill will not affect schools for the physically and mentally handicapped, or schools for music and dancing.

The measure is aimed mainly at the seven authorities which have retained their grammar school system. It also covers another 30 or so of the 105 English and Welsh LEAs whose response to the DES Circular on secondary school reorganization was not sufficiently specific.

371.212.2 (41-4) The Times Educational Supplement, 26/XII/1975 ; M.J.T.

UNITED KINGDOM : TEACHERS OUT OF WORK

Nearly 4,000 school teachers were registered as unemployed in September 1975 and the true total could be much higher for not every unemployed teacher signed on at an employment agency. This figure compares with 2,313 a year earlier. Local authorities are employing 1,601 fewer staff than their quotas allow. This year the quota is 430,325 ; but 428,724 teachers are actually employed.

In 1976 about 10,000 newly qualified teachers will be unable to get teaching posts. Thus nearly one in four of the 38,500 who are expected to qualify in summer will not have a job to go to. The figure could be even higher if local authorities cut back spending on education even more.

The information available indicates that at most 4,000 more jobs will be needed to keep the pupil-ratios at present levels. On top of that will be the posts left vacant by teachers who retire, die, leave to get married or have a baby, or otherwise drop out. In previous years this figure has hovered at just above 30,000, but in 1974-75 the number was thought to be down by a third. Many teachers decided to stay rather than face the adverse labour market outside.

The massive recent pay rises also contributed to this cut in the leaving rate. Since teachers' pensions are based on the best years of their salaries, it was natural for many to stay on and watch their pensions get fatter.

Next year, even if generous leaving rates are assumed, it is unlikely that wastage will be much higher than 25,000. Only 4,000 extra jobs will be created, giving 29,000 posts for 38,500 teachers.

Mr. F. MULLEY, the Secretary of State for Education, has asked local authorities to give preference to newly-qualified teachers, but he has no power to instruct them to do so.

Security of tenure is also threatened. Although no full-time staff have had their contracts terminated, the National Union of Teachers has said that some part-timers have not had contracts renewed. Teachers have to be given a term's notice, and there must be a good reason for dismissal, but their contracts are terminable. If they are made redundant, they qualify only for the statutory minimum redundancy compensation. No special redundancy scheme has been negotiated.

Those most likely to be affected by the shortage of post are primary teachers. Numbers of pupils in primary schools are declining while those in secondary schools are growing. Although the contraction will eventually work its way through to the secondary system, the thousands of primary teachers who will finish training next year will be competing in an even smaller market.

331.6 : 371.12 (41-4) The Times Educational Supplement, 28/XI; 5/XII/75 ; M.J.T.

UNITED KINGDOM : LOW RECRUITMENT TO TECHNICAL COURSES THREATENS INDUSTRY

Almost half the 360 Higher National Diploma courses and about 100 of the 700 degree courses at colleges and polytechnics in England and Wales were unable to attract 20 students in October 1974, according to figures supplied to the Department of Education and Science. At least 29 HND courses either failed to run or were closed by regional inspectors, and another 31 could not recruit 10 students. The remaining 120 courses failed to reach admissions of 20.

Courses that did not take place included civil engineering, chemical engineering, mechanical engineering, electrical engineering, physics, metallurgy, chemistry, mathematics and computer studies.

Degree courses in science and technology suffered particular difficulties in recruiting students though some language, economics and social science courses also attracted few applications.

Thus about a quarter of the 1,060 courses provided at polytechnics and colleges of technology, with an admissions requirement of one A level or more, were recruting below 20 students. If empty places in universities are added to this total some picture of the dearth of suitably qualified science undergraduates and skilled technicians needed for British industry can be ascertained.

Sir Alex SMITH, chairman of the Committee of Directors of Polytechnics, commenting specifically on the HND figures published this week, said : "I am very concerned about the shortage of skilled technicians. If this level of recruitment is continued these courses face almost certain death in the next decade, with serious consequences for British industry".

377 (41-4) The Times Higher Education Supplement, 21/XI/1975 ; M.J.T.

UNITED KINGDOM : CURRICULUM ANALYSIS

A system of curriculum analysis suggested by the Department of Education and Science has been adopted in all secondary schools in Northamptonshire. They are the first local education authorities to adopt on a county-wide basis techniques advocated by COSMOS, the committee of H.M. Inspectorate for organisation, staffing and management in secondary schools, which was set up in the mid-sixties.

The purpose of the COSMOS analysis is to show how teachers are deployed and to enable timetabling alternatives to be examined and costed quickly. It is a way for schools to find out which members of staff have the heaviest work load and which pupils receive the most attention.

The analysis involves collecting data on how teachers spend their time and on which year groups. Among the concepts used is "contact ratio", which is worked out by dividing the total number of periods taught by the maximum number of periods theoretically possible, given the number of staff available. An average contact ratio would be about 0,78, which indicates that each teacher is teaching for about four-fifths of the week. Individual contact ratios would show who was doing the most teaching.

The inverse form of this - total possible periods divided by periods taught - is called "staff loading factor". An average for this is about 1,28. Because it takes account of non-teaching duties, it reveals that 1,28 extra teachers would be needed to provide one extra class and not simply one as might be imagined.

Another idea is the "bonus" - the difference between the actual arrangement of classes and a notional "basic provision". This basic provision is what a typical 30-pupil class is expected to receive if they are taught together for a week except for, say, two periods of craft when they are divided into groups. If the bonus is positive, it implies that resources are being used more generously than the basic provision, either because the group is smaller than 30 or because there are extra teachers.

The distribution of bonuses between year groups shows how teachers are being shared round. Basic provision is not intended to be an ideal, nor is positive or negative bonus a value judgment in itself. Rather they are yardsticks on which value judgments decisions about the distribution of resources and comparisons between schools can be made.

Northamptonshire is by no means the only authority to use these techniques. The HMIs have run more than 30 courses to which more than half the LEAs have sent teachers and administrators.

It seems clear that the effect of this innovation will depend, as always, on the enthusiasm of the teacher using it. Its adoption, however, may spell the beginning of the end for the allocation of extra teachers on the basis of which head shouts loudest and longest.

371.214.14 (41-4) The Times Educational Supplement, 12/XII/1975 ; M.J.T.

UNITED KINGDOM : DISRUPTIVE PUPILS

Three experimental units for 63 children are to be set up in Lancashire. Disruptive pupils from secondary schools will be transferred to these district centres in Blackburn, Lancaster and Burnley. Each unit will have three teachers and a staff-pupil ratio of 1:7. Two of the teachers will come from secondary schools in the area, and the third will be appointed by the county to head the unit.

Until now teachers in Lancashire have dealt with the 2 per cent of highly disruptive children in their own schools and the idea of setting up separate units is understood to have come from them.

Different districts are to try different methods of treatment. In Burnley the unit will be attached to a local school which for several years has run a rehabilitation unit for children under 13. In Blackburn and Lancaster the units will be specially adapted and completely segregated from local schools. Most of the pupils are expected to come from the upper forms of secondary schools. They will be chosen by divisional education officers after talking with school staff, educational psychologists and advisers.

Lancashire is not the first education authority to try special units for disruptive children. The Department of Education and Science confirmed this week that there are experiments in Bristol, Bradford, parts of the West Riding, West Sussex, Northumbria, Reading, Ealing and the ILEA (Inner London Education Authority).

The ILEA this year increased their financial support for programmes for various alternative education units for children with behavioural and learning problems. Sanctuaries or withdrawal units for older children have been open since 1972. There are also full-time nurture groups for younger children who attend them for a limited period. Each division also has an educational guidance unit where a pupil can spend as long as one or two terms before returning to school.

371.5 (41-4) v The Times Educational Supplement, 31/X/1975 ; M.J.T.